



Le GREAT

Savoir

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 161

" Réfléchir à changer "

Mai 2024

La problématique du crédit à l'économie



Au Mali, le secteur du financement regroupe 3 types d'acteurs principalement, les acteurs de la Demande de financement, les acteurs de l'Offre de financement et les acteurs de l'environnement du financement (Etat, Organisations intermédiaires du secteur privé, PTF). Les acteurs de la demande de financement sont composés du secteur privé "principal acteur et vecteur du développement socioéconomique", dominé par les MPME, avec un secteur

informel prédominant, opérant majoritairement dans le tertiaire (commerce, prestations de services) et le primaire essentiellement des entreprises de type familial et informel. Les grandes entreprises, majoritairement des sociétés de réseaux essentiellement concentrées dans les télécommunications, le secteur minier, les banques, la distribution d'électricité et eau, etc. et les grandes entreprises à capitaux privés nationaux, "relativement marginales en nombre eu égard aux défis qui se posent au pays en termes de création de chaînes de valeurs nationales endogènes et inclusives" sont également présentes sur le marché des demandeurs de financement au Mali. Quant aux acteurs de l'offre de financement, ils ne sont que 14 banques et 3 institutions financières dont 2 fonds de garantie et 1 établissement de crédit-bail.

Pr. Massa Coulibaly

Introduction

Le secteur du crédit est caractérisé par non seulement la prédominance des concours à court terme (+70%), des faibles parts des concours à moyen et à long terme (de l'ordre de 20 et 10%) et des engagements de financement et de garantie, 37% du montant du portefeuille. Il est loisible de constater que le recours au crédit-bail et assimilés dans le financement des entreprises est presque inexistant (- de 0.5%) alors que "le potentiel de ce mode de financement est énorme au Mali au regard des besoins d'investissement des MPME et des nombreux avantages qu'il offre pour l'acquisition des équipements productifs par rapport aux différents produits bancaires classiques".

1. Répartition sectorielle des crédits

L'économie malienne est sous-financée. Les crédits à la clientèle évoluent de 2 550 milliards de fcfa en 2018 soit 26.9% du PIB à 3 717 milliards de fcfa en 2022, soit 31.7% du PIB, ce qui fait une moyenne de 28.5% du PIB sur les cinq ans. Par ailleurs, la répartition sectorielle de ces crédits laisse apparaître une prédominance des crédits de court terme avec en moyenne 30% de ces crédits au commerce et 12% aux activités spéciales des ménages contre 7.1% aux activités de fabrication, c'est-à-dire les activités manufacturières. Les crédits à ces activités de fabrication sont en décroissance passant de 10.9% en 2018 à 4.6% en 2022.

Tableau1. Répartition sectorielle des crédits à la clientèle (en %)

	2018	2019	2020	2021	2022
Crédits en milliards fcfa	2 550	2 648	2 797	3 206	3 717
Commerce	24.0%	29.6%	29.9%	37.6%	28.0%
Agriculture, sylviculture, pêche	14.2%	11.4%	8.8%	8.4%	12.2%
Activités spéciales des ménages	17.3%	11.8%	13.3%	6.4%	10.9%
Construction	5.6%	5.5%	6.0%	8.2%	8.6%
Information et communication	4.8%	4.6%	7.0%	4.9%	6.1%
Autres activités de services non classées ailleurs	1.6%	5.3%	8.4%	7.2%	5.1%
Activités extractives	1.9%	1.6%	1.8%	4.8%	4.9%
Activités des organisations extraterritoriales	1.3%	4.9%	1.2%	1.5%	4.8%
Activités de fabrication	10.9%	9.2%	6.8%	4.0%	4.6%
Activités immobilières	3.3%	4.4%	4.6%	4.5%	4.1%
Enseignement	1.5%	2.4%	2.0%	2.9%	3.3%
Transport et entreposage	3.4%	4.0%	2.9%	3.7%	2.4%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	0.6%	0.6%	1.1%	0.9%	1.1%
Activités de service de soutien et de bureau	2.0%	0.1%	0.2%	0.6%	1.1%
Production et distribution eau, traitement déchets et dépollution	0.7%	0.4%	1.7%	0.8%	0.8%
Production et distribution électricité	3.2%	1.7%	1.1%	0.7%	0.7%
Hébergement et restauration	3.3%	1.2%	1.6%	1.5%	0.6%
Activités pour la santé humaine	0.5%	0.6%	1.1%	0.5%	0.5%
Activités artistiques, sportives et récréatives	0.0%	0.7%	0.5%	0.9%	0.3%
Crédits en % PIB	26.9%	26.2%	27.8%	29.9%	31.7%

Source : INSTAT, Comptes nationaux

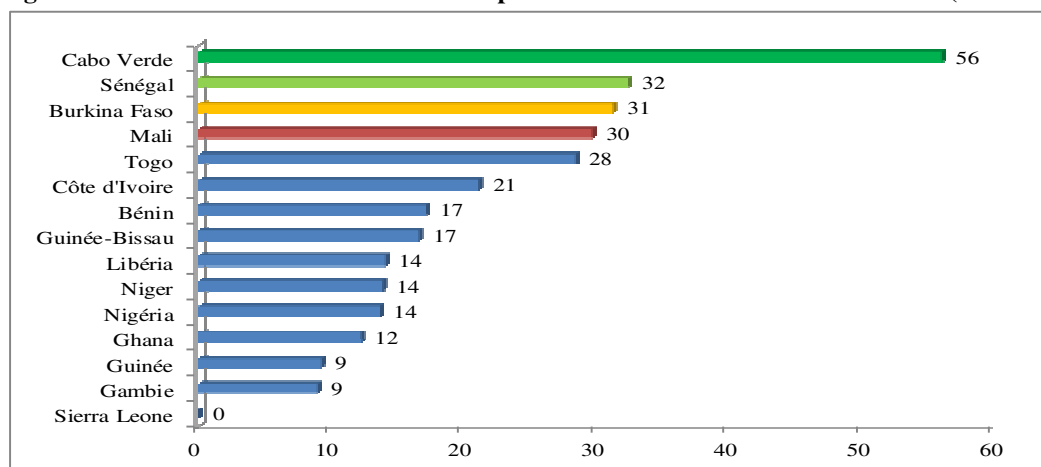
2. Crédit intérieur fourni au secteur privé

2.1. Crédit intérieur fourni au secteur privé des Etats de la CEDEAO

En comparaison avec les autres pays de la CEDEAO, le Mali ne semble pas si mal classé en termes de crédit intérieur fourni au secteur privé. Il vient en 4ème position avec 30% du PIB après le Cap Vert (56%), le Sénégal (32%) et le Burkina (31%). En prenant en compte les marchés d'approvisionnement du Mali, on se rend compte que le Sénégal (plus de 50%) et la Côte d'Ivoire (plus de 10%) sont les principales zones d'approvisionnement du Mali. Par ailleurs les exportations vers les pays de la CEDEAO sont très faibles, en moyenne 10,3% de 2015 à 2020. On peut donc estimer que dans

certaines autres pays de la CEDEAO, même si le crédit intérieur fourni au secteur privé est plus faible en pourcentage du PIB, sa répartition sectorielle se fait mieux au profit des activités manufacturières qu'au Mali.

Figure 1. Crédit intérieur fourni au secteur privé des Etats de la CEDEAO en 2022 (en % PIB)

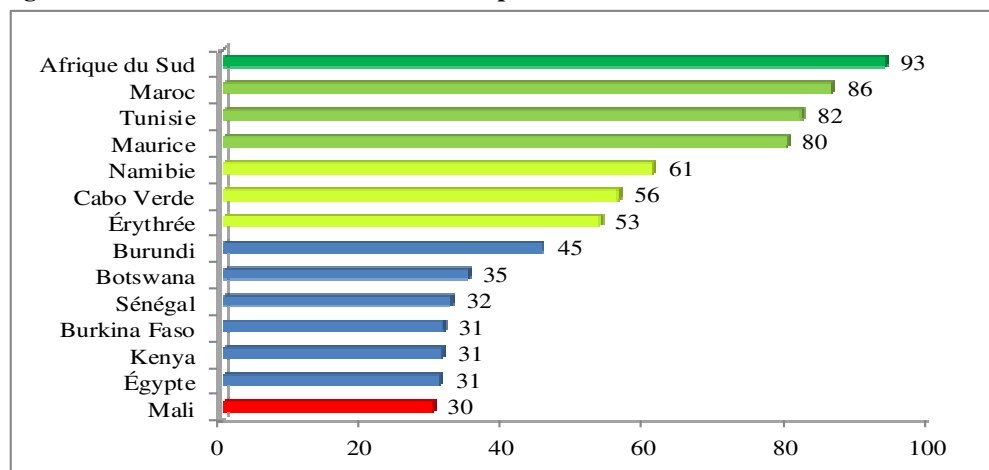


Source : Données Banque mondiale

2.2. Crédit intérieur fourni au secteur privé des Etats africains

Sur les 54 Etats africains, le Mali est largement distancé. On remarque que les pays africains qui sont le plus cités comme en voie d'émergence sont à plus de 50% du PIB en matière de crédit intérieur fourni au secteur privé avec 93% pour l'Afrique du Sud, 86% pour le Maroc, 82% pour la Tunisie et 80% pour les Iles Maurice.

Figure 2. Crédit intérieur fourni au secteur privé des Etats africains surclassant le Mali (% PIB 2022)

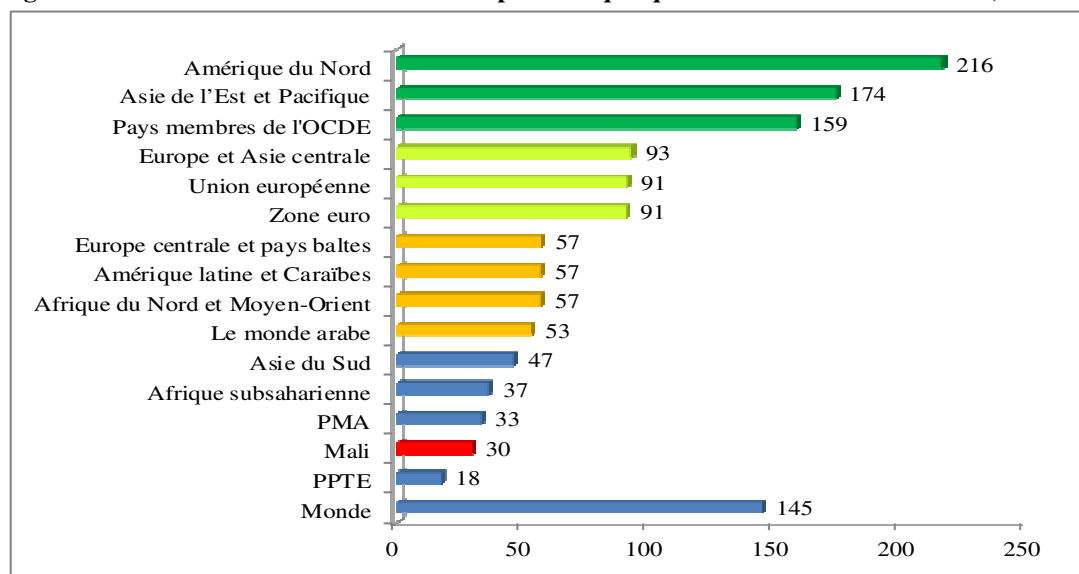


Source : Données Banque mondiale

2.3. Crédit intérieur fourni au secteur privé de quelques zones du monde

La comparaison avec d'autres zones du monde montre clairement que les économies de l'Afrique subsaharienne sont très largement sous-financées, particulièrement par rapport aux pays développés et aux pays émergents, 37% du PIB contre 216% pour l'Amérique du Nord, 174% pour l'Asie de l'Est et Pacifique, 159% pour les pays membres de l'OCDE, etc. Dans ce classement, le Mali fait moins bien que la moyenne des PMA (30% du PIB contre 33%)

Figure 3. Crédit intérieur fourni au secteur privé de quelques zones du monde en 2022 (en %PIB)



Source : Données Banque mondiale

Conclusion

Le sous-financement de l'économie est une problématique fondamentale à prendre en charge résolument si l'on veut réaliser régulièrement des forts taux de croissance sur une longue période. A cet effet, les possibilités suivantes pourraient être explorées :

- ✓ exploitation des niches fiscales ;
- ✓ meilleure orientation des transferts des migrants ;
- ✓ création des conditions d'un meilleur accès des entreprises au financement bancaire ;
- ✓ mise en place de systèmes de financements longs des investissements, entre autres, création de fonds d'investissement, fonds de garantie, comptes séquestres fondés sur les ressources minières, etc. ;
- ✓ exploitation des nouvelles sources extérieures de financement notamment la NBD (Nouvelle banque de développement), etc.

Le secteur agricole est également confronté à la problématique du sous-financement qui impacte négativement la croissance économique. Il s'agit entre autre de la faible productivité et compétitivité des filières agricoles, le faible taux de transformation nationale, l'inexploitation de certaines opportunités, le faible accès des entreprises à des zones industrielles viabilisées et à des coûts compétitifs, le mauvais fonctionnement du système juridique et judiciaire sur les affaires au Mali et sur les mécanismes de financement, ce qui avait motivé la signature en novembre 2017 à Conakry de l'Acte uniforme relatif, engageant les pays à prioriser la médiation comme mode alternatif de gestion des conflits.

Le CNPM (2023) a identifié 10 manifestations de la crise de financement de l'économie malienne, à savoir, les difficultés d'accès et d'éligibilité des entreprises maliennes, surtout les PME-PMI, la non-fiabilité des données financières des entreprises, l'inexpérience et faible expertise des promoteurs d'entreprises et de projets, la non-adaptabilité des outils d'analyse de risque de plusieurs institutions financières aux conditions et réalités de terrain et des entreprises, l'important portefeuille de crédits malsains au niveau des banques, la gestion des contentieux et des relations avec les partenaires, justice, notaires, experts, etc. et la quasi-absence des entreprises maliennes sur le marché financier régional.